Journal Officiel de la République Tunisienne

Traduction française

Mardi 10 Rabii I 1413 - 8 septembre 1992

135^{ème} année

N° 59

Sommaire

	Décrets et Arrêtés
Présidence de la République	
Maintien en activité d'un retraité dans le secteur public	1162
Premier Ministère	
Décret n° 92-1533 du 24 août 1992, portant création et transformation d'emplois à l'école nationale d'administration	1162
Ministère de l'Intérieur	
Décret n° 92-1573 du 7 septembre 1992, relatif à la dissolution du conseil municipal de djedeida du gouvernorat de l'Ariana et à la désignation d'une délégation spéciale .	
Décret n° 92-1574 du 8 septembre 1992, complétant le décret n° 90-719 du 4 mai 1990, fixant la circonscription électorales municipales et le nombre de siège par circonscription	1163
Décret n° 92-1575 du 8 septembre 1992, portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres du conseil municipal des communes de Boumehel El Basatine, Hammam Chatt, El Mourouj du gouvernorat de Ben Arous, El Batane du gouvernorat de l'Ariana et Carthage du gouvernorat de Tunis	1163
Création d'un marché saisonnier journalier	1163
Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture d'un concours sur épreuves pour l'accès au grade de médecin vétérinaire principal au profit des médecins vétérinaires exerçant au ministère	1164
Arrêtés du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture de concours externes et internes pour le recrutement d'analystes, d'agents techniques, de programmeurs, de dactylographes et de hajebes au profit du ministère	1164
Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture d'un examen professionnel pour l'intégration des ouvriers appartenant aux catégories 5-6 et 7 dans le grade de commis d'administration exerçant au ministère et à son profit	1165
Ministère de la Justice	
Mise en disponibilité d'un magistrat	1165
Ministère du Plan et du Développement Régional	
Arrêté du premier ministre du 24 août 1992, portant création de commissions de suivi au sein du conseil supérieur du plan	1165

décrets et arrêtés

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 92-1532 du 27 août 1992.

Monsieur Omrane M'Chella, retraité est maintenu en activité à la présidence de la république pour une période d'une année à compter du 1er octobre 1992.

PREMIER MINISTERE

CREATION ET TRANSFORMATION D'EMPLOIS

Décret n° 92-1533 du 24 août 1992, portant création et transformation d'emplois à l'école nationale d'administration.

Le Président de la République;

Sur proposition du premier ministre;

Vu la loi n° 64-44 du 3 novembre 1964, portant réforme de l'école nationale d'administration;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu la loi n° 91-98 du 31 décembre 1991, portant loi des finances pour la gestion 1992;

Vu le décret n° 73-231 du 25 mai 1973, portant loi des cadres de l'école nationale d'administration ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 73-494 du 20 octobre 1973, portant statut des cadres des bibliothèques, de la documentation et des archives de l'administration, des collectivités publiques locales et des établissements publics;

Vu le décret n° 84-1266 du 29 octobre 1984, fixant le statut particulier des conseillers des services publics, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 85-267 du 15 février 1985, portant statut particulier des cadres communs des administrations publiques;

Vu le décret n° 90-1803 du 5 novembre 1990, fixant le statut particulier au corps du personnel de secrétariat des administrations publiques;

Vu l'arrêté du premier ministre du 22 janvier 1992, portant répartition article par article des crédits ouverts au budget de l'école nationale d'administration pour la gestion 1992;

Vu l'avis du ministre des finances.

Décète :

Article premier. - Sont réalisées au titre de l'année 1992 à l'école nationale d'administration les créations d'emplois suivantes :

- Un (01) administrateur en chef
- Deux (02) conseillers des services publics
- Un (01) bibliothécaire, archiviste, documentaliste
- Deux (02) secrétaires dactylographes.

Art. 2. - Sont réalisées au titre de l'année 1992 à l'école nationale d'administration les transformations d'emplois suivantes :

- A - Les emplois supprimés :
- 03 secrétaires d'administration
 - 01 secrétaire de direction

04

B - Les emplois créés :

- 02 secrétaires de direction de 1ère classe
- 02 secrétaires dactylographes

04

Art. 3. - Le premier ministre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 24 août 1992.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DE L'INTERIEUR

DISSOLUTION

Décret n° 92-1573 du 7 septembre 1992 relatif à la dissolution du conseil municipal de Djedeida du Gouvernorat de l'Ariana et à la désignation d'une délégation spéciale.

Le Président de la République

Sur proposition du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 portant promulgation de la loi organique des communes ainsi que tous les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu la loi n° 69-45 du 8 avril 1969 portant promulgation du code électoral telle que modifiée par la loi organique n° 88-144 du 29 décembre 1988 et notamment son article 134 ;

Vu le décret du 9 janvier 1957 relatif à la création de la municipalité de Djedeida ;

Vu le rapport explicatif ci-joint prouvant la mauvaise situation dans laquelle se trouve le conseil municipal de Djedeida et la défaillance dans la marche des affaires communales qui en a résulté ainsi que les conséquences négatives sur les intérêts du citoyen ;

Décète :

Article premier : Le conseil municipal de Djedeida du gouvernorat de l'Ariana est dissout et il est mis fin à ses fonctions dès la publication du présent décret au Journal Officiel de la République Tunisienne ;

Art. 2. - Une délégation spéciale est désignée pour une période d'une année pour gérer les affaires municipales, elle a les mêmes attributions et prérogatives que le conseil municipal et elle est composée de Messieurs :

Le délégué de Djedeida: Président.

Abdelouahed Slim : Membre.

Abdallah El Bargaoui : Membre.
 Othman Essnati : Membre.
 Maher El Hosni : Membre.
 Abdallah El M'Hadhbi : Membre.
 Afifa El Lamsi : Membre.
 Youssef Trabelsi : Membre

Art. 3. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 7 septembre 1992

Zine El Abidine Ben Ali

CIRCONSCRIPTION ELECTORALE MUNICIPALE

Décret n° 92-1574 du 8 septembre 1992, complétant le décret n° 90-719 du 4 mai 1990 fixant les circonscriptions électorales municipales et le nombre de sièges par circonscription.

Le Président de la République;

Sur proposition du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur;

Vu la loi organique n° 69-25 du 8 avril 1969 relative au code électoral ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 portant promulgation de la loi organique des communes ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 90-719 du 4 mai 1990 fixant les circonscriptions électorales municipales et le nombre de sièges par circonscription;

Vu le décret n° 91-819 du 25 mai 1991 portant création de la commune d'El Batane du gouvernorat de l'Ariana et les décrets n° 91-851, 852 et 853 du 31 mai 1991 portant création des communes de Hammam-Chatt, Boumhel El Basatine et El Mourouj du gouvernorat de Ben Arous;

Vu l'avis du Tribunal Administratif.

Décète :

Article premier - Le tableau annexé au décret susvisé n° 90-719 du 4 mai 1990 est complété ainsi qu'il suit :

Circonscription électorale	Nombre de conseillers
unique	municipaux
Gouvernorat de l'Ariana :	
Commune d'El Battane	12
Gouvernorat de Ben Arous :	
Commune de Hammam Chatt	12
Commune de Boumhel El Basatine	12
Commune d'El Mourouj	16

Art. 2 - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis le 8 septembre 1992

Zine El Abidine Ben Ali

CONVOCATION DU CORPS ELECTORAL

Décret n° 90-1575 du 8 septembre 1992 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres du conseil municipal des communes de Boumhel El Basatine, Hammam Chatt et El Mourouj du gouvernorat de Ben Arous, El Batane du gouvernorat de l'Ariana et Carthage du gouvernorat de Tunis.

Le Président de la République;

Sur proposition du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur;

Vu la loi n° 69-25 du 8 avril 1969 relative au code électoral et ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée;

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 portant promulgation de la loi organique des communes ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu les décrets n° 91-1474, 1475, 1476 et 1477 du 14 octobre 1991 portant désignation de délégations spéciales des communes de Hammam-Chatt, Boumhel Bessatine et El Battane;

Vu le décret n° 91-1881 du 14 décembre 1991 relatif à la dissolution du conseil municipal de Carthage et désignation d'une délégation spéciale;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Les électeurs sont convoqués le dimanche 11 octobre 1992 pour l'élection des membres des conseils municipaux des communes de Hammam-chatt, El Mourouj, Boumhel El Basatine, El Batane et Carthage.

Art. 2. - Le scrutin sera ouvert à huit heures du matin et clos à dix huit heures.

Art. 3. - Les déclarations des candidatures en vue de faire partie des conseils municipaux des communes visées à l'article 1er ci-dessus doivent être effectuées selon les dispositions du code électoral à partir du dimanche 20 septembre 1992 jusqu'au samedi 26 septembre 1992 à minuit, et ce au siège de la délégation de la commune concernée.

Art. 4. - La campagne électorale est ouverte du dimanche 4 octobre 1992 à zéro heure et prend fin le vendredi 9 octobre 1992 à minuit.

Art. 5. - Chaque liste de candidats aux élections législatives partielles peut demander le remboursement des frais d'impression des bulletins de vote et des affiches électorales conformément aux articles 35 et 45 bis du code électoral et ce à raison de dix millimes pour chaque bulletin de vote imprimé et de six cents millimes pour chaque affiche électorale imprimée.

Art. 6. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 septembre 1992.

Zine El Abidine Ben Ali

CREATION D'UN MARCHE SAISONNIER

Par décret n° 92-1534 du 20 août 1992.

Est institué un marché saisonnier journalier à partir du 1er novembre jusqu'à fin avril pour la vente d'olives dans la commune de Kairouan du gouvernorat de Kairouan.

CONCOURS

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur du 18 août 1992, portant ouverture d'un concours sur épreuves pour l'accès au grade de médecin vétérinaire principal au profit des médecins vétérinaires exerçant au ministère.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 80-85 du 31 décembre 1980, portant organisation des carrières de médecins vétérinaires en Tunisie;

Vu le décret n° 78-963 du 7 novembre 1978, relatif au statut du cadre commun des médecins vétérinaires et notamment son article 6;

Vu l'arrêté du 17 juin 1992, fixant le règlement et la programme du concours sur épreuves pour l'accès au grade de médecin vétérinaire principal.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert à Tunis un concours sur épreuves pour l'accès au grade de médecin vétérinaire principal au profit des médecins vétérinaires exerçant au ministère le 6 novembre 1992 et jours suivants.

Art. 2. - Le nombre d'emplois mis en concours est fixé à un (1).

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 7 octobre 1992.

Tunis, le 18 août 1992.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur

Abdallah Kallal

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture de deux concours externe et interne pour le recrutement d'analystes au profit du ministère.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 88-217 du 16 février 1988, portant statut particulier du corps des personnels chargés du traitement automatique de l'informatique et notamment son article 10;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1989, fixant le règlement et la programme du concours externe et interne sur épreuves pour le recrutement d'analyste.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'intérieur un concours externe pour le recrutement de deux (2) analystes et un concours interne pour le recrutement d'un analyste (1) au profit du ministère.

Art. 2. - Les épreuves du concours se dérouleront à Tunis le 15 novembre 1992 et jours suivants.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 16 octobre 1992.

Tunis, le 18 août 1992.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur

Abdallah Kallal

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents techniques au profit du ministère.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-1087 du 7 septembre 1985, portant statut particulier du corps des ingénieurs et des techniciens de l'administration et notamment son article 28;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1990, fixant le règlement et le programme du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents techniques.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'intérieur un concours externe pour le recrutement de dix (10) agents techniques "Spécialité Electronique" au profit du ministère.

Art. 2. - Les épreuves du concours se dérouleront à Tunis le 15 novembre 1992 et jours suivants.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 16 octobre 1992.

Tunis, le 18 août 1992.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur

Abdallah Kallal

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture de deux concours externe et interne pour le recrutement de programmeurs au profit du ministère

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Vu la loi n°83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 88-217 du 16 février 1988, portant statut particulier du corps des personnels chargés du traitement automatique de l'informatique et notamment son article 13;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1989, fixant le règlement et la programme du concours externe et interne sur épreuves pour le recrutement de programmeurs.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'intérieur un concours externe pour le recrutement de quatre (4) programmeurs et un concours interne pour le recrutement de trois (3) programmeurs au profit du ministère.

Art. 2. - Les épreuves du concours se dérouleront à Tunis le 15 novembre 1992 et jours suivants.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 16 octobre 1992.

Tunis, le 18 août 1992.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur

Abdallah Kallal

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture de deux concours externe et interne sur épreuves pour le recrutement de dactylographes bilingues au profit du ministère.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Vu la loi n°83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-267 du 15 février 1985, portant statut particulier au corps administratif commun des administrations publiques et notamment son article 32;

Vu l'arrêté du 15 août 1985, fixant le règlement et le programme du concours externe et interne sur épreuves pour le recrutement de dactylographes.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'intérieur un concours externe pour le recrutement de treize (13) dactylographes et un concours interne pour le recrutement de dix (10) dactylographes bilingues au profit du ministère.

Art. 2. - Les épreuves du concours se dérouleront à Tunis le 22 novembre 1992 et jours suivants.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 23 octobre 1992.

Tunis, le 18 août 1992.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur
Abdallah Kallal

Vu

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de hajebis au profit du ministère.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-267 du 15 février 1985, portant statut particulier du corps administratif commun des administrations publiques et notamment son article 38;

Vu l'arrêté du 15 août 1985, fixant le règlement et le programme du concours externe pour le recrutement de hajebis.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'intérieur un concours externe sur épreuves pour le recrutement de trente et un (31) hajebis au profit du ministère.

Art. 2. - Les épreuves du concours se dérouleront à Tunis le 8 novembre 1992 et jours suivants.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 9 octobre 1992.

Tunis, le 18 août 1992.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur
Abdallah Kallal

Vu

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

EXAMEN PROFESSIONNEL

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 18 août 1992, portant ouverture d'un examen professionnel pour l'intégration des ouvriers appartenant aux catégories 5-6 et 7 dans le grade de commis d'administration exerçant au ministère et à son profit.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 85-267 du 15 février 1985, portant statut particulier du corps administratif commun des administrations publiques;

Vu le décret n° 85-1215 du 5 octobre 1985, portant statut particulier du corps des ouvriers de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 88-1864 du 3 novembre 1988;

Vu le décret n° 85-1216 du 5 octobre 1985, fixant les conditions d'intégration des ouvriers dans le cadre des fonctionnaires;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1988, fixant le règlement et le programme de l'examen professionnel pour l'intégration des ouvriers appartenant aux catégories 5-6 et 7 dans le grade de commis d'administration.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'intérieur un examen professionnel pour l'intégration de vingt cinq (25) ouvriers exerçant au ministère et appartenant aux catégories 5-6 et 7 dans le grade de commis d'administration.

Art. 2. - Les épreuves de l'examen se dérouleront à Tunis le 8 novembre 1992 et jours suivants.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 9 octobre 1992.

Tunis, le 18 août 1992.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur
Abdallah Kallal

Vu

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

MINISTERE DE LA JUSTICE

MISE EN DISPONIBILITE

Par décret n° 92-1535 du 24 août 1992.

Madame Farida Béjaoui, juge au tribunal de 1ère instance de Tunis, est mise en disponibilité pour une période d'un an pour convenance personnelle à compter du 16 septembre 1992.

MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

CONSEIL SUPERIEUR DU PLAN

Arrêté du premier ministre du 24 août 1992, portant création de commissions de suivi au sein du conseil supérieur du plan.

Le premier ministre;

Sur proposition du ministre du plan et du développement régional;

Vu le décret n° 90-828 du 22 mai 1990, relatif à l'élaboration du VIIIème plan de développement économique et social, tel que modifié par le décret n° 92-1503 du 24 août 1992 notamment son article 9;

Vu la loi n° 92-57 du 4 juillet 1992, relative à l'approbation du VIII plan de développement 1992-1996.

Arrête :

Article premier. - Il est créé au sein du conseil supérieur du plan les commissions spécialisées suivantes, chargées de suivre la mise en œuvre et d'évaluer les politiques et programmes contenus dans le VIIIème plan.

- Commission de "l'Equilibre Général et des Politiques Sectorielles".
- Commission du "Développement Humain et de la Politique Sociale".
- Commission du "Développement Régional".
- Commission du "Rôle de la Femme dans le Développement".

Ces commissions soumettent leurs rapports au conseil supérieur du plan.

Art. 2. - Ces commissions sont composées de membres du conseil supérieur du plan ou de leurs représentants désignés par le premier ministre. Les présidents de ces commissions peuvent également inviter toute autre personne dont l'avis est considéré utile pour les travaux de la commission.

Art. 3. - ces commissions sont respectivement présidées par un membre du conseil supérieur du plan désigné par le premier ministre.

Tunis, le 24 août 1992.

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

Pour la légalisation de la signature : le président de la municipalité

ISSN : 0330 7921

Certifié conforme : le président-directeur général de l'I.O.R.T.

Editions de l'I.O.R.T.

Série recueil des textes juridiques

Premier numéro

**Recueil des textes
relatifs à l'organisation politique
et aux libertés publiques**

(2ème édition)

Publications de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

1992

Abonnement au Journal Officiel de la République Tunisienne

Bihebdomadaire

Année 1992

Tarif d'abonnement en dinars tunisiens

PAYS	EDITION originale	TRADUCTION française	EDITION ORIGINALE et sa traduction
Tunisie			
Algérie			
Maroc	22,000	30,000	40,000
Libye			
Mauritanie			
Autres pays	33,000	47,000	54,000

Prix du numéro du J.O.R.T. de l'année en cours

Edition originale
0,420 dinar

Traduction française
0,600 dinar

Abonnement

Contactez le siège de l'Imprimerie Officielle avenue Farhat Hached, Radès — Tél. : 299.224 / 299.914
ou l'un des bureaux de vente ci-après :

- Tunis** : 1 rue Hannon tél. : 349.637
- Sousse** : Cité C.N.R.P.S. rue Ribat tél. : (03)25.495
- Sfax** : Cité C.N.R.P.S. Souk Ezzitoun, route Gremda km 0,5 Tél. : (04)36.750

Le règlement de paiement se fera par espèces ou par chèques ou par virement bancaire au nom de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne dans l'un des comptes courants ci-après :

Tunis :

C.C.P. N° 610-15 à Tunis
S.T.B. : Tunis 57608/8
B.N.T. : Tunis 006 046 /w
U.I.B. : Agence A 35 00 70 100/4

Banque du Sud (Liberté) : 02 40 47 00 199/7
S.T.B. : (Mégrine) 045 225 206/9
B.I.A.T. (Mégrine) 52 30 00002/8
Banque du Sud (Radès) : 09 40 47 00 103/9

Sousse :

S.T.B. : 089 100 412/5

Sfax :

B.I.A.T. : 44 30 00 001/8